

L'hon. M. Benson: Non, monsieur l'Orateur. J'en suis très malheureux.

L'ÉLECTRICITÉ

LE PROJET DE BARRAGE SUR LE SKAGET

M. Mark Rose (Fraser Valley-Ouest): Monsieur l'Orateur, puis-je poser une question au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. Ses fonctionnaires ou lui-même ont-ils reçu jusqu'ici une demande du gouvernement de la Colombie-Britannique, en vue d'inonder 6,000 acres dans la vallée du Skaget, dans le Sud de la Colombie-Britannique.

L'hon. J. J. Greene (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur l'Orateur, je ne suis pas certain où en est cette affaire signalée à mon attention. Je ne sais si nous avons reçu une demande précise en ce sens de ce gouvernement; je voudrais donc tenir la question du député pour préavis.

M. Rose: Puis-je poser une question supplémentaire, monsieur l'Orateur, que le ministre pourrait également tenir pour préavis? Peut-il assurer la Chambre que si son ministère est saisi de cette affaire, il étudiera de façon approfondie toutes les répercussions de ce projet et que l'approbation du gouvernement ne sera pas accordée automatiquement.

LA DÉFENSE NATIONALE

LA BASE DE VAL-D'OR—EMPLOI DE ROULOTTES POUR LOGER LES FAMILLES DES MILITAIRES

[Français]

M. Oza Tétrault (Villeneuve): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable ministre de la Défense nationale.

Est-il au courant du fait que la base militaire de Val-d'Or est censée recevoir, sous peu, de 100 à 125 roulottes pour loger des familles de militaires?

M. l'Orateur: Cette question pourrait peut-être être débattue au moment de l'ajournement ou, si l'honorable député le préfère, il pourrait l'inscrire au *Feuilleton*.

QUESTIONS OUVRIÈRES

LE CHÔMAGE DANS L'INDUSTRIE DE L'AUTOMOBILE—LES PRESTATIONS D'AIDE TRANSITOIRE

[Traduction]

M. Norman A. Cafik (Ontario): Monsieur l'Orateur, puis-je poser une question au ministre de l'Industrie et du Commerce? Le conseil qui décide de l'admissibilité aux prestations d'aide de transition tiendra-t-il une

autre réunion en ce qui concerne les travailleurs de l'automobile de la région d'Oshawa qui sont en chômage?

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre de l'Industrie et du Commerce): Oui, monsieur l'Orateur, mais seulement s'il y a de nouveaux faits à présenter.

LES PARCS NATIONAUX

LA CONFIRMATION DE LA VALIDITÉ DES BAUX À VIE PAR LA COUR SUPRÊME DU CANADA

M. Allen B. Sulatycky (Rocky Mountain): J'ai une question à poser au ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien. En son absence, je l'adresserai sous une forme plus amène à son secrétaire parlementaire. Étant donné le jugement que la Cour suprême du Canada a communiqué quelques minutes à peine avant le début de la période des questions, confirmant la validité des baux à vie dans les parcs nationaux du Canada, donnera-t-on maintenant aux détenteurs de ces baux l'assurance que le ministère les reconnaîtra et, en outre, que ceux d'entre eux qui ont renoncé à des baux à vie valides à la suite des contraintes et des pressions exercées par le ministère verront ceux-ci rétablis et, enfin, que la Couronne remboursera les habitants de Waterton Lake, de Banff et de Jasper des frais extrêmement lourds auxquels on les a inutilement obligés?

Des voix: Bravo!

M. Russell C. Honey (secrétaire parlementaire du ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien): Comme l'a signalé le député, le jugement de la Cour suprême a été annoncé il y a moins d'une heure. Je suis sûr que le ministre aimerait lire les raisons du jugement, les examiner avant de répondre aux questions soulevées par mon honorable ami.

M. Eldon M. Woolliams (Calgary-Nord): Le secrétaire parlementaire serait-il prêt, après avoir lu le jugement, à retirer le bill qui crée une société de la Couronne et prévoit des dispositions que la Cour suprême du Canada déclare étrangères à la juridiction du gouvernement et du ministère?

M. Honey: Comme je l'ai signalé au député de Rocky Mountain, le ministre lira les raisons du jugement et les examinera. Si je puis exprimer une opinion, je pense qu'il n'y a aucune relation entre le jugement de la Cour suprême et la mesure législative dont la Chambre est actuellement saisie.